Depuis que Marx et Engels ont proclamé dans *Le Manifeste communiste* que les travailleurs n'ont pas de patrie, le fait que nous soyons *internationalistes* constitue un principe élémentaire et déterminant de la politique marxiste[1]. Par ailleurs, il n'y a jamais eu de preuve plus claire que le stalinisme impliquait une trahison radicale du marxisme, que la proposition sournoise et égoïste selon laquelle il était possible de construire le « socialisme dans un pays ». En fait, l'importance du mot « international » dans le nom de cette revue est destinée à confirmer son engagement dans une politique socialiste spécifiquement *marxiste*, tout en se distinguant catégoriquement du misérable héritage contre-révolutionnaire du stalinisme. Il est instructif de prendre cette perspective internationaliste fondamentale pour toute véritable politique marxiste comme point de départ de toute réflexion marxienne sur les questions de la migration et des frontières. Après tout, nous sommes aux prises avec un paradoxe très sérieux et important : les travailleurs n'ont pas de patrie et pourtant nous vivons dans un monde de « pays » supposément séparés et distincts — un monde partitionné en États « nationaux ».

Une politique marxiste de l'internationalisme doit nécessairement offrir une critique rigoureuse du nationalisme, mais il ne peut y avoir de critique adéquate du nationalisme sans une théorie de l'État, particulièrement du fait que « l' » État renvoie un peu partout à une multiplicité d'États séparés et distincts, qui se constituent généralement assez clairement comme « nationaux ». Compte tenu de la configuration globale de l'économie mondiale du capitalisme, nous devons donc être capables d'expliquer pourquoi, à la place d'un État mondial, nous avons une grande prolifération d'États (nations) territorialement définis et délimités. Par conséquent, comprendre le processus même par lequel est ainsi délimité territorialement — comprendre, en d'autres termes, comment un État en vient à être défini par des *frontières* — devrait constituer un problème central dans l'approche des rapports entre l'État (« national ») territorialement défini et le capital mondial. Plus encore, si les travailleurs, en tant que classe à l'échelle mondiale, n'ont pas de pays, il n'y a sûrement pas de meilleur exemple vécu et incarné de cette proposition que ces travailleurs migrants qui traversent les frontières des États-nations. En résumé, la migration internationale n'est jamais séparable de la mobilité globale du travail et tout internationalisme socialiste sérieux doit commencer par ce point. Dans ce contexte, théoriquement parlant, il ne peut littéralement y avoir d'internationalisme socialiste viable qui ne prend pas les travailleurs migrants comme objet premier de toute politique radicale de la classe ouvrière.

Dans cet article, je commencerai par réfléchir aux figures aux abois en difficulté des *mouvements de migration* et de *réfugiés* un peu partout en Europe et, par conséquent, je vais aussi examiner la ligne équivoque des *frontières* de cet endroit ambigu et amorphe appelé « Europe ». Nous devons commencer par interroger ce qui a été différemment appelé « crise des migrants » ou « crise des réfugiés », qui est par ailleurs pris comme le signal d'une « crise » des frontières européennes. Cependant, au-delà d'une étude de la prolifération des discours de la « crise », je voudrais aussi questionner cette figure même de l'« Europe ». Pour finir, je vais suggérer les contours d'une manière de *théoriser* cette « crise » apparente du régime frontalier européen en menant une réflexion plus générale sur la migration et les frontières. Mon objectif n'est pas simplement de fournir une contextualisation historique descriptive de l'économie politique ou de la géopolitique qui pourrait permettre une meilleure compréhension de la situation actuelle. Je cherche plutôt à élaborer des outils théoriques afin de penser ces catégories analytiques plus élémentaires — migration, frontières, etc. Afin d'entretenir une véritable critique marxiste, il sera nécessaire de ne pas prendre pour acquises les catégories conceptuelles mêmes qui organisent ce discours dominant de la supposée « crise » du régime frontalier européen.

La prolifération de la « crise »

Quand on bateau transportant jusqu'à 850 migrants et réfugiés a chaviré le 19 avril 2015, tous les passagers du navire, sauf 28, ont été envoyés à la mort dans ce qui apparaît comme le pire naufrage enregistré lors d'une tentative pour franchir une frontière en mer Méditerranée. Ce seul événement a immédiatement instauré la possibilité pour 2015 de se voir décerner le prix de l'année la plus meurtrière à ce jour pour les potentiels « demandeurs d'asile » bravant les frontières de l'Europe. Par la suite, les naufrages de « bateaux de migrants » non numérotés et les accidents entraînant la mort en masse ont changé cette sombre éventualité en effroyable vérité. Ces catastrophes humaines en mer ont incontestablement transformé les frontières maritimes de l'Europe en macabre paysage de mort. Puis, le 2 septembre 2015, les réseaux sociaux ainsi que les médias d'information de masse ont été brièvement hantés par les photographies du corps d'un enfant syrien mort noyé, bientôt identifié comme étant Alan Kurdi, rejeté sur le rivage en Turquie après qu'une tentative échouée pour atteindre l'île grecque de Kos eut fait au moins 12 morts. Subitement, la rhétorique de désensibilisation plutôt cynique d'une « crise des migrants » a commencé à reculer en faveur d'appels à la compassion face à la tragédie, accompagnés d'un langage ravivé (bien qu'éphémère) d'une « crise des réfugiés »[2].

La prétendue « crise » entourant l'afflux de migrants et de réfugiés en Europe — et le spectacle que cela génère aux frontières[3] — n'est exposée nulle part de façon plus extraordinaire qu'en mer Méditerranée. En effet, depuis plusieurs années maintenant, l'Union européenne (UE) a converti la Méditerranée en fosse commune. La singularité ou le retentissement du naufrage du 19 avril n'était en fait manifeste qu'en raison du fait que celui-ci est apparu simplement comme le plus terrible et le plus médiatisé d'une longue et inexorable liste d'événements comparables qui ont totalement banalisé de tels désastres humains et qui ont perduré au cours des mois suivants. Avant le nombre record de morts au bilan de 2015, d'innombrables dizaines de milliers (habituellement sans nom) de réfugiés, migrants et leurs enfants ont été envoyés vers une mort effroyable, anormale et prématurée par naufrage et noyade, succédant souvent à l'épreuve prolongée de la faim, de la soif, de le froid et de l'abandon en haute mer[4]. De possibles naufrages de bateaux transportant des migrants ont peut-être été évités par intermittence (et inégalement) au cours d'une ou l'autre période d'intensification des recherches et d'opérations de sauvetage par les divers hommes de main des frontières de l'Europe. Mais il est pareillement probable que d'innombrables accidents potentiels provoquant la mort en masse de migrants et de réfugiés aient été évités par la pure flexibilité des mouvements migratoires, les migrants et les réfugiés ayant cherché des routes alternatives dans les terres à la suite de telles tragédies humaines. Ainsi, après le naufrage d'avril, bien qu'il ait continué à y avoir des taux records de nombre de migrants à travers la Méditerranée centrale pendant des mois, il y a également eu des preuves croissantes d'une réorientation massive du mouvement migratoire vers des itinéraires terrestres à travers les Balkans.

Bien sûr, la solution du voyage illégal par voie terrestre est elle aussi périlleuse : la faim, la soif, le froid, l'abandon et les risques létaux afférent ne sont en rien des douleurs appartenant exclusivement aux trajets en mer. Le 27 août 2015, la police autrichienne a découvert un camion réfrigéré abandonné sur une grande route à Nicklesdorf, près de la frontière hongroise, dans lequel les corps de 71 migrants et réfugiés (principalement syriens et irakiens) se décomposaient dans un compartiment réfrigéré scellé. Des centaines, si ce n'est des milliers, de migrants et de réfugiés sont morts asphyxiés après

des périodes prolongées de transit surpeuplé sur routes ou pistes dans des conteneurs sans ventilation, scellés et dans d'autres moyens de transport clandestins (illégaux) par voie terrestre. D'autres ont simplement rencontré la mort après s'être suspendus à l'arrière de trains et camions en marche. De plus, les migrants doivent affronter la violence parfois mortelle des forces de l'ordre aux frontières européennes, de même que leurs homologues « non européens », à qui ils externalisent les formes les plus agressives de contrôle des frontières et d'autres forces de police européennes systématiquement engagées dans le travail quotidien de la surveillance de la précarité des migrants[5]. En effet, une autre forme de mortalité à la frontière vient du manque d'accès aux soins minimums au cours des périodes prolongées de transit ou du mépris impitoyable pour les besoins médicaux des migrants et des réfugiés pendant la détention ou l'expulsion. De plus, toute étude de la violence diffuse de ces zones frontalières étendues ne doit pas omettre de prendre en considération les attaques moins systématiques, mais non moins systémiques des racistes anti-immigrés d'extrême-droite[6].

Quels que soient les sites et formes spécifiques de « frontiérisation » (*bordering*), les vies des migrants et des réfugiés ont été sacrifiées sans merci — généralement avec un mépris impitoyable, occasionnellement avec une hypocrisie moralisatrice — pour répondre aux intérêts de l'institution d'une « nouvelle » Europe encerclée de frontières toujours plus militarisées et sécurisées. Ainsi, suite aux rapports concernant le naufrage du 19 avril, comme cela est arrivé à maintes reprises avant et depuis, les autorités européennes ont immédiatement été catapultées dans une frénésie politique de réparation de cette « tragédie aux proportions épiques »[7]. Comme on pouvait le prévoir cependant, malgré les déclarations obligées d'idéaux humanitaires exaltés, le discours qui s'en est suivi se préoccupait de façon compulsive d'immigration « illégale » et des prédations « criminelles » des « passeurs » et « trafiquants » comme prétexte à des tactiques renouvelées et étendues d'interdiction militarisée, incluant des suggestions de bombardement des côtes libyennes d'où étaient parties de nombreuses personnes franchissant la frontière par voie maritime ou même de déploiement des troupes au sol[8]. Avec un discours dominant qui compare stratégiquement la migration à travers la Méditerranée (aujourd'hui assimilée à du « trafic d'êtres humains ») à l'esclavage[9], l'invocation de la tragédie a été cyniquement mobilisée pour fournir le prétexte à la fortification de différentes formes de contrôle des frontières. Cela n'a servi qu'à exacerber les conditions de possibilité matérielles et pratiques de l'augmentation en flèche des décès de migrants, servant inévitablement à rediriger la mobilité humaine illégale vers des routes et modes de passage toujours plus périlleux. Si le « trafic » de migrants peut être véritablement comparé au commerce d'esclaves, ce sont précisément les autorités européennes qui ont le pouvoir de l'éliminer complètement (et plus ou moins immédiatement) — en renversant l'application même des frontières, qui en fait une nécessité absolue.

Une partie du débat officiel soulève la question de différentes formulations d'un genre d'humanitarisme militaire, selon lequel les autorités européennes devraient prendre en charge des responsabilités étendues pour le « sauvetage » des prétendus « bateaux de migrants » en détresse en haute mer[10]. Néanmoins, tout sauvetage manifeste en arrive à être proscrit pour ceux qui franchissent illégalement la frontière, par la perspective ambiguë de l'interdiction, de l'arrestation et de la détention illimitée, avec l'expulsion comme horizon décisif. En effet, l'utilisation courante du terme « demandeur d'asile » évoque intrinsèquement le spectre du prétendument « faux » réfugié *cherchant* des avantages indus ou du migrant « non méritant » *réclamant* l'asile par opportunisme. En effet, les personnes en déplacement à travers les frontières des États ne sont en fait pas considérées comme étant véritablement porteuses d'un quelconque présumé

(supposément universel) « droit humain » à l'asile, mais sont toujours plutôt suspectées de fraude et de subterfuge, apparaissant comme les demandeurs suspects de diverses formes de protection internationale institutionnalisée. De même, la description présumée et très répandue des réfugiés comme de (simples) « migrants » a été une manœuvre discursive cruciale dans le spectacle de la « crise » des frontières de l'Europe. Il est peu surprenant, dès lors, que les gestes de magnanimité tardive effectués à contrecœur envers ceux qui devraient se voir octroyer le statut authentique de « réfugiés » par les autorités européennes se soient accompagnés de promesses d'expulsion rapide de ceux dont on pourrait finalement présumer qu'ils ne sont que des « migrants » — illégaux, probablement indésirables et expulsables.

La couverture journalistique des médias de masse a notoirement oscillé entre des descriptions d'une « crise des réfugiés » européenne et le label « crise des migrants » (un terme implicitement cynique dans la mesure où il contribue à jeter le doute sur la validité des demandes d'asile des réfugiés). L'ambivalence et l'équivoque autour des étiquettes mêmes par lesquelles différentes formes de mobilité humaine sont supposées être connues sont des signes révélateurs des ambiguïtés et des contradictions qui minent de telles catégories terminologiques en tant qu'inventions gouvernementales artificielles[11]. La question controversée de la manière de caractériser de la façon la plus appropriée les personnes qui franchissent les frontières des États-nations est généralement reportée à une éventuelle décision de la part des autorités gouvernementales « appropriées », les « experts » patentés, qui prétendent gérer le régime frontalier européen en triant et hiérarchisant des catégories distinctes de personnes mobiles — en l'occurrence en évaluant les demandes d'asile et en statuant sur la question de qui peut être qualifié de réfugié « légitime » et « crédible ». Par conséquent, dans l'attente de l'heure de vérité, tous les réfugiés en sont réduits au statut de simples « migrants » présumés. Là encore, on nous rappelle que le terme même de « demandeur d'asile » repose sur la suspicion fondamentale de toutes les personnes qui déposent une demande d'asile au sein d'un système d'asile européen qui a ordinairement et systématiquement disqualifié et rejeté la plus grande majorité des demandeurs, et donc entériné à nouveau les processus par lesquels leurs mobilités ont été rendues illégales[12].

L'actuelle « crise » des frontières européennes, par conséquent, correspond avant tout à une instabilité épistémique permanente au sein de la gouvernance de la mobilité humaine internationale, qui repose elle-même sur l'exercice d'un pouvoir de classification, de dénomination et de séparation des « migrants/réfugiés » et de la multiplication plus générale de nuances subtiles et de contradictions parmi les catégories qui régissent la mobilité. En effet, une telle prolifération survient comme un effet inéluctable des diverses raisons et des problèmes enchevêtrés qui motivent ou contraignent les gens à traverser les frontières des États, ou tour à tour à se retrouver bloqués en cours de route, temporairement, mais pour une période indéfinie, coincés quelque part sur le chemin de leur itinéraire migratoire. Les réfugiés ne cessent jamais de poursuivre un but. Contre la tendance dominante qui les représente en pures « victimes » (et ainsi, comme les objets passifs de la compassion, de la pitié ou de la protection des autres), ils restent des sujets qui effectuent des choix plus ou moins stratégiques et tactiques sur la façon de reconfigurer leurs vies et de faire avancer leurs projets de vie malgré la dépossession et la dislocation qui caractérisent leur condition de réfugiés. En d'autres termes, tous les réfugiés ressemblent fondamentalement aux « migrants ». Et pareillement, les migrants sont souvent « en fuite » face à diverses conditions sociales ou politiques qu'ils en sont venus à considérer comme intolérables, « échappant » donc activement ou désertant des formes quotidiennes de privation, de persécution ou de violence (structurelle) qui n'en sont

pas moins pernicieuses pour leur vie au quotidien. Par conséquent, la migration peut souvent être une manière de fuir des conditions sociales entachées par toutes les indignités de la pauvreté et des injustices routinières, mais non moins méprisables, des hiérarchies locales. Ainsi, de nombreux migrants ressemblent aussi aux « réfugiés ». Les étiquettes « migrant » et « réfugié » restent donc généralement suspendues dans un état de tension et d'ambiguïté et ne peuvent être distinguées de façon claire et nette qu'au travers d'interventions gouvernementales plus ou moins autoritaires.

Face à la prolifération consécutive de discours alternants et en apparence interchangeables sur la « crise des réfugiés » ou des « migrants », la première question qui doit sans cesse être posée est : *la crise de qui* ? Décrire la situation comme une « crise » apparaît précisément comme une ruse pour autoriser des mesures gouvernementales exceptionnelles ou d'« urgence » destinées à renforcer et étendre la mise en application de la surveillance des frontières et de l'immigration[13]. Le spectacle de la « crise des migrants » de l'Europe est largement assimilé, par conséquent, à une crise du *contrôle* des frontières apparentes de l'Europe. Une de ces frontières européennes, configurée au port de Calais, en France, près de l'entrée du tunnel sous la Manche, reliant la Grande-Bretagne au continent, a longtemps été un site où les migrants ont regroupé leurs énergies au cours de périodes de ralentissement plus ou moins prolongées dans le camp de fortune notoirement connu comme « la jungle »[14]. A la suite d'un mouvement de grève des travailleurs des ports et ferrys français, quelques milliers de migrants et de réfugiés ont attaqué les barrières de l'Eurotunnel à la fin du mois du juillet 2015, dans une tentative pour monter à bord des camions et des trains se dirigeant vers la Grande-Bretagne, provoquant des retards massifs du trafic. Les autorités françaises ont déployé la police anti-émeute et celles de la Grande-Bretagne ont construit une nouvelle clôture de fil barbelé. Affrontant cette « crise de Calais », le Premier ministre britannique David Cameron a réagi avec des promesses d'expulsion et des appels alarmistes à un contrôle plus agressif de la frontière pour stopper la « horde » de migrants, accompagnés par la clameur des tabloïds britanniques appelant les autorités à « envoyer l'armée »[15].

Étonnamment, en août, septembre et octobre 2015, littéralement de semaine en semaine voire de jour en jour, la « première ligne » visible des luttes de la frontière de l'Europe était sans cesse disloquée, d'un pays à un autre, repoussée maintes fois toujours plus loin de toute périphérie extérieure ou frontière imaginaire de l'« Europe », dans une dialectique dramatique de contestation entre différentes autonomies de migrants et de réfugiés et une variété aléatoire de tactiques pour franchir les frontières. Ces drames manifestes de la « première ligne » des frontières de l'Europe se sont résolument déplacés vers l'intérieur, des côtes de l'Italie, de Malte et de la Grèce (ou des frontières terrestres de la Grèce et de la Bulgarie avec la Turquie) à la Macédoine, la Serbie et la Hongrie, puis toujours plus loin en Autriche et en Allemagne, puis de nouveau en Croatie et en Slovénie. En novembre, l'Allemagne, l'Autriche, la République tchèque, la Slovaquie, les Pays-Bas, la Belgique, la France, l'Italie, l'Espagne et la Suède avaient tous commencé à réintroduire des contrôles temporaires à la frontière. Les déclarations selon lesquelles l'accord de Schengen était, dans les faits, « mort », se sont banalisées[16].

Puis le spectacle macabre du « terrorisme » à Paris, le 13 novembre 2015, a fourni l'événement catalyseur permettant d'invoquer à nouveau le spectre bien rodé de l'« extrémisme musulman ». Agrémenté d'un (faux) passeport syrien opportunément déposé à proximité de l'un des attentats, l'horrible bain de sang au cœur de l'Europe raffinée a rapidement été enrôlé pour alléguer que l'afflux apparemment incontrôlable de réfugiés fournissait d'une façon ou d'une autre une couverture à un abominable traquenard

monté par les prétendus « ennemis » de la « civilisation » elle-même, et par conséquent que la « crise » des « réfugiés » (ou des « migrants ») représentait réellement, après tout, une menace pour la « sécurité »[17]. Suivant immédiatement les événements survenus à Paris, en quelques heures — et dans les jours qui ont suivi sa stigmatisation en tant que « bidonville anarchique » présentant le risque de l'« infiltration » d'une « guérilla » — les camps de migrants et de réfugiés de Calais ont été visés par un incendie soupçonné d'avoir été criminel[18]. Dans les jours qui ont suivi, au milieu des spéculations prévisibles (de rigueur, en fait) concernant un fantasme à plusieurs têtes de « combattants étrangers » et d'« extrémistes locaux » voyageant sans entrave entre les zones de combat en Syrie et les pays d'Europe occidentale, la France — qui a longtemps compté parmi les plus vaillants avocats de l'intégration européenne — a fait retentir des appels stridents à une sécurisation sans précédent des frontières extérieures de l'espace Schengen de l'UE. Une semaine après les événements, au milieu des raids menés par la police contre des « suspects » musulmans à travers plusieurs pays et divers appels à l'incarcération de masse, l'expulsion et la surveillance électronique des « suspects », les ministres de l'Intérieur et de la Justice de l'UE ont convoqué une rencontre d'urgence et ont promis d'instaurer des contrôles significativement plus stricts aux frontières extérieures et une surveillance étendue de la mobilité humaine, des citoyens et des non-citoyens de façon indifférenciée. L'effort urgent pour créer un nouveau « *hotspot* » d'accueil des migrants et des réfugiés ainsi que des centres de traitement (i.e. des camps de détention) sur les sites de passage illégal de la frontière, en est venu aujourd'hui à être réimaginé comme une affaire de périmètre de défense contre l'infiltration « terroriste », ces frontières étant repensées comme des sites stratégiques vitaux pour « l'élimination des loups terroristes parmi les moutons réfugiés[19] ». En dépit du fait que tous les présumés responsables des fusillades de Paris identifiés aient en fait été européens (d'une « minorité » racialisée), le spectacle de la terreur a néanmoins servi assez efficacement comme un prétexte pratiquement indiscutable pour renforcer dramatiquement la police des frontières.

Peu après, à la suite des événements de Paris et de nombreux autres incidents en 2015 qui ont façonné le visage de l'autre « musulman » de l'Europe en termes sécuritaires (comme la « menace » d'un « fondamentalisme », d'un « fanatisme » et d'un « terrorisme » religieux), a suivi la poussée brutale, en janvier 2016, d'une panique morale à cause de multiples agressions sexuelles au cours des festivités du Nouvel An à Cologne. Prétendument perpétrés par des « groupes déchaînés » de jeunes hommes, généralement caractérisés comme étant « d'apparence nord-africaine ou du Moyen-Orient » (et ardemment décrits comme comprenant des « demandeurs d'asile » récemment arrivés), cette hystérie a notamment renforcé la racialisation de l'identité « musulmane ». Face à ces offensives, la racialisation des « musulmans »/« Arabes » pouvait maintenant être représentée en termes de différences « culturelles » peu recommandables, devant être fustigées et criminalisées comme ouvertement hostiles aux soi-disant valeurs « européennes ». Par conséquent, une fois confronté à la présence palpable de l'arrivée récente de réfugiés et migrants « musulmans », le danger apparent du « terrorisme » a été suivi par une projection plus large de menace genrée et sexuelle, et plus généralement de « criminalité ». Même la figure tragique de l'enfant de trois ans Alan Kurdi — le petit syrien réfugié dont la mort dans un naufrage à la frontière est devenue une image catalytique en septembre — a en janvier (à la suite du scandale de Cologne) été cruellement affiliée, par les racistes anti-musulmans de *Charlie Hebdo*, au spectre grotesque des prédateurs sexuels (hommes musulmans) simiesques. Alors que la méfiance « anti-terroriste » suit une logique plutôt *sélective,* mobilisée pour des objectifs de contrôle plus strict des frontières (extérieures), la propagation de l'idée d'une différence culturelle prétendument « non civilisée » (« musulmane ») a été rapidement transformée en problème considérablement

plus vaste de maintien de l'ordre (intérieur). Plus important, les cas spécifiques de harcèlement sexuel et de prédation sexuelle ont immédiatement et catégoriquement été associés à des arguments en faveur de nouveaux pouvoirs pour accélérer l'expulsion de tout demandeur d'asile « criminel ». Ainsi, les réfugiés, précédemment (bien que très brièvement) apparus comme « méritant » compassion et protection, ont très rapidement été repensés, d'abord comme des « terroristes » potentiels infiltrant subrepticement l'espace européen, puis comme des « criminels » ou violeurs potentiels, attaquant de l'intérieur la fabrique sociale et morale de l'« Europe ».

Luttes des frontières

Les spectacles brutaux à la frontière de l'« exclusion » ont notamment souvent exposé leurs propres dynamiques obscènes d'« inclusion » subalterne de migrants (illégaux)[20]. Les différents déploiements de troupes ou de la police anti-émeute contre les migrants et les réfugiés, la construction de barricades de barbelés et les assauts contre les familles de migrants et de réfugiés à coups de gaz lacrymogène, de grenades incapacitantes et de matraques de caoutchouc ont alterné avec la facilitation directe de ces mêmes mouvements de migrants par la mise à disposition de bus et de trains pour accélérer le transit. Ainsi, on a abondamment montré les tactiques frontalières étatiques ont été abondamment montrées comme des *formations réactionnelles* compulsives, répondant toujours au primat de la pure *autonomie des migrations*[21]. Cela n'a sans doute été nulle part plus dramatiquement manifeste que lors de la mobilisation, le 4 septembre 2015, de réfugiés et migrants qui campaient à la gare de Budapest-Keleti. La police anti-émeute hongroise avait commencé par leur refuser l'accès aux trains par lesquels ils espéraient partir en Autriche et en Allemagne et avait tenté d'évacuer une partie d'entre eux par la force. Après plusieurs affrontements avec la police anti-émeute dans le camp de fortune des réfugiés dans la gare, puis un réacheminement sournois des trains par les autorités vers des camps de « transit » (détention) en dehors de la ville, au moins 1000 migrants et réfugiés chantant « Liberté ! » se sont rassemblés avec indignation en une marche de protestation *ad hoc* (rapidement désignée comme la « Marche de l'espoir »). Suivant la direction déterminée d'un homme unijambiste, ils se sont engagés sur une autoroute à six voies menant hors du pays. Cette action a rapidement débouché sur la capitulation et la mise en conformité des autorités de l'État hongrois, bien que de façon cynique et intéressée, avec l'urgence de la détermination des réfugiés à aller librement de l'avant sur les itinéraires qu'ils ont choisi. La marche a été dotée d'une escorte policière puis de bus pour transporter les réfugiés et migrants indisciplinés plus loin le long de leur chemin vers la frontière suivante. De même, l'Autriche et l'Allemagne ont rapidement confirmé que leurs frontières étaient ouvertes[22].

Le jour précédent, le Premier ministre hongrois de droite Victor Orbán avait proclamé que la prétendue magnanimité de l'Europe envers les réfugiés et les migrants était de la « folie », et avait expliqué que ses tentatives pour fermer la frontière avec la Serbie avec une clôture de fil barbelé étaient une question de défense des « racines chrétiennes » de l'Europe contre la menace musulmane[23]. Orbán a déclaré à maintes reprises que la Hongrie n'apprécie pas la perspective d'octroyer des titres de séjour aux réfugiés et aux réfugiés musulmans en particulier. Plus tôt cet été-là, la Hongrie avait déjà annoncé son refus d'honorer le règlement de Dublin (par lequel les autres États européens signataires pouvaient déporter les réfugiés en Hongrie s'ils avaient été enregistrés en premier là-bas en tant que demandeurs d'asile). En résumé, comme l'Italie, Malte, la Grèce et la Bulgarie

avant elle, la Hongrie — assurant maintenant la défense « en première ligne » des frontières de l'UE — en est venue à résister activement à l'obligation de faire le proverbial « sale boulot » consistant à isoler les États membres de l'UE les plus riches des mobilités des migrants et des réfugiés cherchant au final à se réinstaller là où leurs perspectives semblent être les meilleures.

De tels partenaires subalternes dans la frontiérisation fragmentée et externalisée de l'« Europe » — comprenant les États membres de l'UE (comme la Hongrie), les États européens non-membres de l'UE (comme plusieurs des pays des Balkans) et des États « non européens » sous-traitant l'anticipation des mouvements migratoires avant qu'ils ne puissent atteindre le territoire européen (de la Turquie, à travers l'Afrique du Nord et même plusieurs pays d'Afrique subsaharienne) — ont été décrits de façon poignante comme les « gardiens du régime frontalier de l'Europe[24] ». En effet, comme dans le cas de la Hongrie, les tactiques les plus agressives dans les zones frontalières étendues de l'Europe ont parfois servi proactivement (et cyniquement) à rediriger les mobilités humaines vers d'autres frontières, au sein des juridictions d'autres États. Puis, en septembre, la Hongrie a instauré une législation d'urgence dans la zone frontalière, menaçant tous ceux passant la frontière, avec jusqu'à trois ans d'emprisonnement, dans une indifférence flagrante vis-à-vis de toutes les demandes d'asile — dans un mouvement excessif de dévouement renouvelé au rôle qui lui a été assigné dans l'application des frontières de l'« Europe ». « Paradoxalement », comme l'ont souligné Bernd Kasparek et Marc Speer, « la Hongrie est maintenant mise au pilori pour ses tentatives impitoyables de maintien des règles de la frontière européenne et du régime migratoire, alors que l'Allemagne, en dépit de son rôle en tant qu'architecte et que force motrice de ce même régime, reçoit l'acclamation mondiale pour sa posture humanitaire[25]. »

En effet, après avoir initialement ouvert leurs frontières au mouvement de masse des réfugiés et des migrants, l'Autriche et l'Allemagne ont ensuite été incitées à réinstaurer leurs propres contrôles aux frontières, face au volume total et à la rapidité de la mobilité humaine à travers la Hongrie, de manière à mieux « gérer » la « crise ». Plus important, malgré leurs inclinations plus sévères, les autorités hongroises ont choisi de ne rien faire face à la marche de défi des réfugiés à travers Budapest, excepté les accompagner sur le chemin menant à la frontière avec l'Autriche. Ainsi, l'exemple de la Hongrie est simplement l'exemple le plus dramatique d'une hésitation récurrente entre une violence perfide et une complicité à contrecœur de la part des pouvoirs d'États cherchant à réinstaurer les frontières de l'Europe face aux mouvements véritablement invétérés de migrants et de réfugiés. La « crise » du contrôle des frontières et de la « gestion migratoire » devrait donc être considérée comme une crise de la souveraineté des États qui est régulièrement provoquée, avant tout, par diverses manifestations de la subjectivité autonome de la mobilité humaine elle-même.

Ce qui est fondamentalement un moment d'impasse gouvernementale – en bref, une « crise » du pouvoir d'État territorialement défini sur la mobilité humaine transnationale, transfrontalière – a été mobilisé et stratégiquement déployé comme « crise » pour la reconfiguration de tactiques et techniques de contrôle des frontières et renforcement des lois d'immigration et d'asile. La géopolitique inégale du contrôle des frontières de l'« Europe » et les tactiques hétérogènes de différentes nations pour gérer la « crise » qui en résulte a, comme nous l'avons vu, divisé le projet d'intégration européenne et d'harmonisation des frontières avec ses propres contradictions irréconciliables. Entre-temps, les citoyens de l'UE ont organisé des campagnes de solidarité sous la bannière de « *Refugees Welcome* » et, de façon plus poignante encore, ont organisé des caravanes pour

fournir, ouvertement, une assistance matérielle et pratique aux réfugiés dans l'accomplissement de leurs trajets à travers les frontières, de la Hongrie jusqu'à l'Autriche et l'Allemagne, au mépris flagrant des interdictions légales, qui peuvent interpréter de tels actes de compassion et de solidarité comme du « trafic » ou du « passage » de migrants « illégaux » et, par conséquent, comme des infractions pénales. Ces actions ont seulement permis d'amplifier la fracture entre les États européens et un grand nombre de leurs propres citoyens, qui se placent du côté des luttes des migrants et des réfugiés[26]. En d'autres termes, de tels mouvements de solidarité aident à mettre en évidence une fracture entre la souveraineté présumée des pouvoirs de l'État et les collectivités par ailleurs considérées comme les communautés à partir desquelles de telles demandes de pouvoir souverain sont présumées être « démocratiquement » issues. Ainsi, les processus conflictuels plus larges de frontiérisation de l'« Europe » ont généré une crise politique encore plus grande pour l'Union européenne de façon générale. De ce point de vue, c'est l'autonomie invétérée de la migration qui a suscité une crise pour l'« Europe » en tant que telle.

Une question d'« Europe »

Il n'est guère difficile de voir que les stratégies et tactiques de frontiérisation, même lorsqu'elles sont préventivement et probablement régulatrices — c'est-à-dire, qu'elles soient destinées à prévenir ou, alternativement, à faciliter voire même à orienter proactivement l'une ou l'autre création de passage frontalier — s'inscrivent toujours elles-mêmes dans des *formations réactionnelles* plus larges. En d'autres termes, les tactiques de frontiérisation peuvent être entendues comme des réactions en ce qu'elles sont des *réponses* au fait préalable de la mobilité humaine à l'échelle mondiale, et par conséquent voient le jour dans la réaction à toutes les dimensions imprévisibles et invétérées de la subjectivité élémentaire et de l'*autonomie des migrations*. La source profonde de l'insoluble « crise » migratoire en Europe doit par conséquent être vue comme une véritable *lutte* pour les frontières de l'Europe — les luttes des migrants et des réfugiés pour réaliser leurs projets migratoires hétérogènes en exerçant leur liberté fondamentale de mouvement, s'appropriant ainsi la mobilité, transgressant le régime frontalier tout comme la lutte des pouvoirs des États européens pour maîtriser et discipliner l'autonomie migratoire[27].

La « crise » européenne des frontières a notamment été communément décrite dans un langage dépolitisant, comme une crise « humanitaire » dont les causes profondes sont toujours attribuées à des troubles « ailleurs », généralement dans des endroits désespérés et chaotiques ostensiblement « extérieurs » à l'Europe. Ces prétendus « ailleurs », au-delà des frontières de l'Europe, sont systématiquement représentés comme historiquement aseptisés, c'est-à-dire coupés de leurs profondes histoires européennes (post)coloniales de même que déconnectés des intérêts politiques et économiques européens impliqués dans la production et le maintien de leurs présents brisés. Les réfugiés et les migrants dont les mobilités peuvent être efficacement entendues comme s'appropriant l'espace de l'« Europe » sont cependant le plus souvent originaires d'endroits situés de part et d'autre de l'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie ayant précédemment été, catégoriquement ou *de facto*, des colonies des maîtres européens[28]. En réalité, les migrants qui arrivent aujourd'hui en Europe, comme cela a été vrai pendant de nombreuses décennies, viennent d'endroits qui ont dans les faits été des camps de travail à grande échelle où leurs ancêtres ont contribué collectivement à produire la plus grande part de la base matérielle de la prospérité, du pouvoir et du prestige historiques de l'Europe. Presque tous les mouvements

de migrants et de réfugiés qui cherchent aujourd'hui leurs futurs en Europe ont été profondément façonnés par un passé indiscutablement *européen* (colonial). De plus, particulièrement pour ceux qui fuient la dévastation de la guerre et de l'occupation militaire ou la guerre civile — de l'Afghanistan ou de l'Irak à la Syrie, la Libye, la Somalie ou le Mali (pour n'en citer que quelques-uns) — les vastes conséquences humaines de ce que Derek Gregory a appelé de manière incisive le « *présent* colonial » (dominé par les États-Unis et mondial) sont pareillement inextricables de leurs enchevêtrements européens (« post »-coloniaux) ancrés et durables[29]. Par conséquent, avec l'imposition, l'application et la continuelle reconfiguration d'une frontière « européenne » au cours des dernières décennies, une toute nouvelle « Europe » a, en effet, activement redécoupé les frontières coloniales entre un espace « européen » essentiellement réservé « seulement aux "européens" » et la récolte postcoloniale de siècles d'exploitation et d'asservissement européens[30]. C'est une nouvelle Europe enrichie de cruautés très vieilles et morbides.

Le cloisonnement spatialisé de l'« Europe » vis-à-vis de son prétendu « extérieur » commence notamment *au sein* de l'Europe elle-même, là où les frontières de l'« Europe » et les limites de l'« européanité » ont à maintes reprises été rétablies dans les zones frontalières fragiles qui s'étendent vers l'Est. L'héritage de la Guerre froide a assuré que certaines régions de l'« Est » de l'Europe ont été et restent dans une large mesure une réserve capitale de main-d'œuvre migrante, au sein comme de l'autre côté des frontières de la citoyenneté et de la mobilité de l'UE[31]. C'est particulièrement pertinent en ce qui concerne les Balkans, alors que l'Europe s'étend vers l'Est en direction de la Turquie comme limite orientale sans doute la plus immuable. Ainsi, la récente notoriété de la « route des Balkans » pour les mouvements de migrants et de réfugiés a été hantée par le fait gênant que de nombreux pays européens eux-mêmes doivent encore être admis dans le cercle autoproclamé de la véritable et légitime « européanité ». De plus, alors qu'il y a des indices du fait qu'une partie de ces sujets mobiles illégaux (des Syriens en particulier) puissent finalement être reconnus comme des bénéficiaires crédibles et dignes du statut de « réfugiés », diverses autorités européennes font la promesse concomitante et insistante que l'expulsion rapide sera le juste sort réservé aux autres, ceux qui seraient éconduits comme de simples « migrants », incluant notamment ceux étant eux-mêmes originaires des pays des Balkans[32]. L'insinuation fourbe ici est que les effets dévastateurs de la violence fratricide de la guerre civile yougoslave peuvent maintenant être considérés comme simplement terminés et que, par conséquent, les mobilités humaines depuis la région des Balkans sont purement motivées par des questions « économiques ». De plus, nous devons aussi être attentifs au déploiement systématique des « Balkans » et d'autres catégorisations régionales ou d'origine nationale d'« Europe de l'Est » en tant qu'euphémismes évasifs pour désigner les identités Rroms (« Tsiganes ») en particulier[33]. En tant que l'un des autres raciaux « intérieurs » fondamentaux et constitutifs de l'Europe, le peuple Rrom est maintenant reconsidéré à nouveau comme une menace mobile (racialisée, criminalisée) à la stabilité et à l'intégrité de la « civilisation » européenne (occidentale), dont la fuite de la pauvreté prolongée et de la marginalisation enracinée ne doit pas même être possiblement compréhensible comme la mobilité de « réfugiés » fuyant la persécution institutionnalisée et la violence structurelle *en Europe*[34].

Par conséquent, la « crise » des frontières européennes est éminemment politique, de diverses manières. Le plus important est que ces luttes mettent en lumière le fait que les limites de l'« Europe » ne sont jamais réductibles à quelque chose ressemblant à des frontières immuables, intégrales, cohérentes intérieurement ou objectives, correspondant à un fait « naturel » ou à une géographie physique évidents. Ces frontières européennes ne peuvent pas davantage être compréhensibles comme étant simplement les projections

extérieures d'un centre stable et cohérent, dans lequel l'identité sociopolitique, « culturelle » ou « civilisationnelle » et l'intégrité spatiale de l'« Europe » peuvent être présupposées en opposition à un éventail d'altérité « au-delà » ou « à l'extérieur » des limites apparentes délimitées par ces frontières. À la place, les frontières de l'Europe, comme toutes les frontières, sont la matérialisation de rapports sociopolitiques qui arbitrent la production continue de la distinction entre les prétendus « intérieur » et « extérieur », et, pareillement, arbitrent les différentes mobilités qui sont orchestrées et régentées à travers la production de cette division spatiale. Ainsi, en ce qui concerne les abondantes inégalités de la mobilité humaine, les limites de l'« Europe » sont simultanément enchevêtrées avec une politique mondiale (postcoloniale) de la race qui redessine la ligne de couleur proverbiale et renforce l'« européanité » en tant que formation raciale de la blancheur ; et une politique tout aussi mondiale (néolibérale) de la mobilité transnationale de la main-d'œuvre et de la subordination capitaliste du travail qui produit de telles différences spatialisées (et racialisées), avant tout pour capitaliser dessus[35].

Dans la mesure où l'Union européenne comporte une formation juridique et politique transnationale et partiellement supranationale, avec un spectre extraordinairement bigarré et graduel d'arrangements différentiels (et jamais tout à fait harmonisés) qui régule et module ses rapports « intérieurs » et « extérieurs », un plus grand degré d'instabilité et de mobilité est inhérent à l'existence même de frontières externalisées et virtualisées qui ne peuvent pas être caractérisées comme « européennes ». Ainsi, l'« Europe » nous présente aujourd'hui un laboratoire transnational et intercontinental pour la réglementation et la subordination des pouvoirs et libertés humains en rapport avec l'espace de la planète.

Pour de nombreux « demandeurs d'asile » en situation d'illégalité, braver les horreurs du régime frontalier européen vient seulement après avoir fui toutes les atrocités, les persécutions et la misère de leur pays d'origine et, généralement, aussi dans de nombreux autres pays de « transit » traversés pendant le voyage vers l'Europe, qui ont été matériellement et concrètement incorporés dans diverses mesures, dans le contrôle externalisé des frontières de l'« Europe ». Pour la majorité de ces mêmes réfugiés, de même que nombre d'autres qui migrent en quête d'une meilleure vie pour eux-mêmes et ceux qu'ils aiment, la cruelle sévérité de cette zone frontalière européenne étendue et extensive représente un impitoyable test d'endurance, un apprentissage préliminaire de ce qui promet d'être une carrière plus ou moins longue de migrant « illégal », de travail précaire, susceptible d'expulsion[36]. Cependant, que ces sujets mobiles viennent pour être reçus comme « réfugiés » ou « migrants », leurs besoins, désirs et aspirations l'emportent toujours sur ce périlleux parcours du combattant — bien que, parfois, au prix de leurs vies. Il n'est guère surprenant, dès lors, que l'un des modes de réponse critique à la responsabilité ultime de ce régime frontalier européen dans le naufrage d'avril ait été d'invoquer une analogie avec le premier slogan des luttes pour les droits civils africaines-américaines contemporaines aux États-Unis — *Black Lives Matter* — en insistant sur le fait que *Migrant Lives Matter*. Ici, on nous rappelle que dans le contexte européen, la figure du migrant est racialisée, alors même que les discours dominants sur la migration en Europe nient et dissimulent systématiquement la race en tant que telle[37]. Hantées comme le sont les frontières de l'Europe par cette épouvantable prolifération de morts de migrants et réfugiés (presque exclusivement non-Européens/non-blancs) et d'autres formes de violence structurelle et de souffrance généralisée, toute personne s'intéressant à la politique de la classe et de la race aujourd'hui ne peut esquiver la confrontation avec la question urgente et inquiétante des frontières de l'Europe et, par conséquent, doit inévitablement en venir à reconnaître que la question de l'Europe elle-même est devenue inséparable de la question de la migration[38].

Une analyse véritablement critique des frontières et de la migration en Europe perturbe et déstabilise l'« Europe » en tant que postulat considéré comme acquis et initie une confrontation avec le problème de l'« Europe » elle-même[39]. Un peu comme les frontières de l'Europe ont été instaurées et sont continuellement surveillées par souci de stabilisation et de prétendue « protection » de l'espace de l'« Europe » — d'abord et avant tout, comme une préservation des présumés droits, acquis de naissance, des « Européens » — la lutte acharnée pour la mobilité autonome des « non-Européens » par-delà ces frontières symboliques et matérielles provoque continuellement une remise en scène des frontières de l'« Europe » comme sites de leur propre subversion et, simultanément, comme la scène de la ruine spectrale de l'« Europe » elle-même. Les frontières de l'Europe constituent par conséquent le principal site de la mise en œuvre et de la contestation de la question de l'« Europe » elle-même : la question de l'« Europe » elle-même est devenue inséparable de la question de la migration.

Théoriser la « crise » des migrants-réfugiés-frontières

Dans ce qui précède, j'ai déjà commencé à introduire une série de concepts cruciaux qui peuvent servir à appuyer une critique viable. Maintenant, j'aimerais aborder notre sujet à travers une gamme de gestes plus directement, explicitement et catégoriquement théoriques.

Les frontières ne sont pas des « choses » inertes, fixes ou cohérentes. Comme dans les analyses du capital de Marx, les frontières sont plutôt à envisager comme des *rapports* sociopolitiques. Ce qui est en jeu dans ces rapports, qui sont d'ailleurs des rapports de *lutte*, c'est de faire de ces frontières des réalités chosales (*thing-like*) en apparence fixes et stables, avec un semblant d'objectivité, de durabilité et de pouvoir intrinsèque. Ainsi, la cohérence agonistique et la fixité ostensible des frontières — leurs qualités chosales — émergent seulement comme l'*effet* de processus actifs par lesquels les frontières doivent être faites pour apparaître comme des choses. En d'autres termes, elles doivent être continuellement *objectivées* à travers des pratiques et discours répétitifs. Ce processus même de transposition de ce qui est en fait un rapport social non résolu en un semblant de réalité objective durable implique, cependant, que l'objectivation des frontières est intrinsèquement tendue et antagoniste. Les luttes aux et autour des frontières sont des luttes autour du processus illimité d'objectivation continuelle des frontières (le processus consistant à faire des frontières des objets, ou des faits objectifs) et donc leur prêtant la qualité fétichisée des réalités incontestables avec leur propre pouvoir.

L'objectivation et la fétichisation des frontières, par conséquent, peuvent être mieux appréhendées si l'on comprend que *frontiériser (bordering)* est en effet un verbe, qui désigne un processus de *fabrication* de frontière. Pour le dire simplement, frontiériser — l'activité de fabriquer une frontière — induit une activité productive, une sorte de *travail*. Les actes et processus mêmes qui produisent les frontières, cependant, sont exactement la même activité sociopolitique qui, ultérieurement, finit par ressembler à un certain résultat naturel et inévitable des frontières en tant que telles. En d'autres termes, plutôt que de voir les frontières comme l'effet cumulatif des divers actes de frontiérisation (comme les contrôles des passeports, la surveillance, les clôtures, etc.) — autrement dit, plutôt que de voir « la frontière » comme le *produit* de tout ce travail — nous sommes incités à voir toutes ces activités humaines hétérogènes comme de simples éléments subsidiaires ou dérivés émanant de la réalité en apparence déjà existante et de l'objectivité des frontières

en tant que telles.

Une fois objectivées donc, on peut néanmoins reconnaître que les frontières sont en permanence *productives*. Les frontières, en ce sens, peuvent être considérées comme une sorte de *moyen de production* — pour la production de l'espace, précisément la production de la différence dans l'espace[40]. En tant que mises en œuvre dans et sur l'espace, comme n'importe quel moyen de production, les frontières doivent elles-mêmes être produites et continuellement reproduites. Pourtant, en tant que moyen de production, les frontières génèrent de plus grands espaces, différenciés par les rapports qu'elles organisent et régissent, facilitent ou entravent. Habituellement, nous avons peut-être été enclins à concevoir ces différences spatiales comme la différenciation des espaces des États-nations, mais comme le confirment aisément l'espace supranational convulsif de l'UE ou les espaces historiques d'un empire, les espaces définis territorialement de formation de l'État ont toujours été historiquement spécifiques, contingents et hétérogènes. Toutefois, les différences que les frontières semblent naturaliser — entre « nous » et « eux », entre « ici » et « là-bas » — sont en fait générées précisément par l'incapacité réelle des frontières à maintenir et appliquer toute séparation rigide et stable.

Les frontières, aujourd'hui, ont l'air d'être devenues inséparables de la migration et sont faites pour apparaître, paradoxalement, à la fois comme « le problème » et « la solution ». Les frontières, par conséquent, sont notamment perçues comme toujours déjà violées et, ainsi, perpétuellement inadéquates ou dysfonctionnelles, si ce n'est franchement corrompues. Et ceci est vrai malgré la sécurisation frontalière toujours croissante ; en effet, la sécurisation des frontières ne fait qu'accentuer le sentiment qu'elles sont en fait toujours fragiles, alimentant le principal site de la mise en scène de la demande perpétuelle de davantage de sécurisation[41]. Peu importe le nombre d'arrestations à la frontière ou d'expulsions, elles ne suffiront jamais à maintenir le semblant de « sécurité », mais seulement la vérification apparente d'une tâche ingrate et incessante, un travail qui ne peut jamais être achevé.

Ici, comme je l'ai déjà expliqué, la mobilité humaine vient en premier. Un peu comme la force subjective (créative, productive) de travail précède toujours nécessairement sa réification comme capital, le primat de l'autonomie et de la subjectivité de la liberté humaine de mouvement est une force récalcitrante et rebelle qui précède et excède toutes les capacités des autorités frontalières d'organisation et de contrôle complets. Une fois délimitées, c'est-à-dire une fois assujetties à l'une ou l'autre des tactiques de frontiérisation, l'autonomie et la subjectivité des différentes mobilités humaines qui sont par conséquent considérées comme des franchissements de frontières en viennent à être appelées « migration ». Ainsi, l'autonomie et la subjectivité de la mobilité humaine suscitent toujours les formations réactionnelles de frontiérisation qui convertissent des formes particulières de mobilité humaine en formations sociales délimitées que nous en sommes venus à appeler (seulement rétrospectivement) « migration ». Par conséquent, s'il n'y avait pas de frontières, il n'y aurait pas de migrants — seulement de la mobilité. Comme nous l'avons vu à plusieurs reprises avec la récente traduction de la prétendue « crise » de l'asile européen et du régime migratoire en véritable re-frontiérisation de l'espace Schengen de « libre circulation » de l'UE, à travers le rétablissement de postes-frontière au nom de l'amélioration du « contrôle », l'omniprésence des circulations migratoires vient en premier : l'omniprésence des frontières et les diverses panoplies de nouvelles techniques et technologies de mise en application du contrôle des frontières et de l'immigration viennent toujours en réponse de la part de l'État. En effet, les régimes migratoires signifient précisément la *politisation* de la liberté humaine fondamentale de

mouvement en assujettissant les circulations humaines au pouvoir étatique.

Ces processus de subordination des circulations humaines au pouvoir souverain des États et régimes frontaliers sont fondamentalement impliqués dans la production plus large de la différence spatialisée que j'ai identifiée avec les frontières. Autrement dit, la frontiérisation des mobilités est aussi un processus pour la production de différence, et ses effets sont distribués de façon différentielle. C'est pourquoi, bien que les frontières soient construites et saluées idéologiquement comme si leur objectif réel était simplement l'« exclusion » — fonctionnant comme une barrière qui « protège » ce qui est à l'intérieur en tenant à l'écart ce qui est à l'extérieur — elles opèrent en fait de manières bien plus équivoques, comme des zones amorphes qui peuvent être infiltrées et transgressées et, ainsi, comme des sites de rencontre et d'échange. Malgré le semblant d'insuffisance ou de dysfonctionnement, à cause duquel les frontières semblent être minées par des « crises » en raison du fait qu'elles sont constamment violées ou transgressées, les frontières servent néanmoins de façon plutôt efficace et prévisible comme des *filtres* pour l'échange inégal de différentes formes de valeur[42]. Le caractère filtrant des frontières est particulièrement visible dans ces instances où le contrôle accru des points de passage des frontières les plus faciles relègue les circulations migratoires illégales dans des zones de passage plus difficiles et potentiellement létales, comme nous l'avons vu avec la conversion de la Méditerranée en espace de mort de masse. Dans un processus de sélection artificielle de facto, ces courses d'obstacles mortelles servent à trier les plus valides, favorisant de façon disproportionnée les plus jeunes, les plus forts et en bonne santé parmi les migrants (comme main d'œuvre potentielle) et favorise de façon disproportionnée les hommes par rapport aux femmes. De surcroît, la militarisation et la fortification manifeste des frontières se révèlent plus fiables, pour mettre en œuvre une stratégie de *capture*, que les simples technologies de l'exclusion. Une fois que les migrants ont franchi avec succès de telles frontières, les lourds risques et coûts du départ et de la tentative ultérieure pour les franchir à nouveau deviennent démesurément prohibitifs.

Plus le contrôle des frontières devient excessif, plus il participe, en fait, à ce que j'ai appelé le spectacle de la frontière — impliquant de façon persistante et répétitive l'importance de pratiques de mise en application de la loi aux frontières dans la production symbolique et idéologique d'une *scène* fortement éclairée de l'« exclusion », qui est toujours en réalité inséparable d'un fait *obscène* d'inclusion subalterne (illégale) qui transparaît dans son ombre[43]. Ainsi, dans nos efforts, en tant que militants radicaux, pour dénoncer les extrémités et la rigueur des modes d'exclusion absolument cruels, nous risquons de nous soustraire à la responsabilité fondamentale de déceler aussi la manière dont *les systèmes de réglementation produisent les régularités*[44]. En effet, on risque d'échouer à voir que l'« irrégularité » (l'« illégalité ») migratoire est elle-même un élément très *régulier* et prévisible de la routine et du fonctionnement systématique des régimes de mise en vigueur en matière de frontières et d'immigration, et par conséquent, nous risquons d'être involontairement complices du monologue suprême du Spectacle de la Frontière lui-même, en résumant son thème dominant à l'« exclusion ». Ainsi, plutôt que d'adopter des positions politiques traitant les frontières comme pratiquant purement l'exclusion et de promouvoir en conséquence des slogans tels qu'« Ouvrez les frontières ! » dans l'esprit (libéral) d'une promotion d'une plus grande « inclusion », ce dont nous avons vraiment besoin pour avancer, c'est l'abolition de toutes les frontières, en tant que caractéristique fondamentale et déterminante de l'État capitaliste. A travers les frontières, les États *produisent* et *arbitrent* juridiquement et politiquement les différences sociales et spatiales sur lesquelles le capital peut alors capitaliser et qu'il peut exploiter.

Une bonne partie de mes précédents travaux a ainsi été consacrée à problématiser toute approche binaire simpliste de l'« inclusion » et de l'« exclusion », en partie à travers l'élaboration des concepts d'« inclusion par l'illégalisation[45] » et d'« inclusion par l'exclusion[46] ». Ici, il est important de souligner que l'illégalisation ou l'irrégularisation des migrants — précisément *en tant que* travail — est toujours une sorte d'incorporation subalterne. Cette forme d'inclusion peut être décrite comme *obscène*, précisément parce que celle-ci n'est pas simplement dissimulée, mais aussi révélée de manière sélective. Ce qui constitue l'obscène n'est pas que cela reste caché, mais plutôt que ce soit exposé. Ainsi, le spectacle du contrôle de la frontière met en scène le système de réglementation en vigueur en matière d'immigration comme toujours assailli par l'inexorable « invasion » ou « inondation » de migrants « illégaux », et sert couramment, de cette manière, à vérifier précisément la régularité de l'inclusion obscène « irrégulière » des migrants, ainsi que la banalité absolue de leur présence méprisée au sein de l'espace de l'État[47].

Si les frontières produisent des différences de manière matérielle et pratique, il est alors essentiel de noter qu'elles n'impliquent pas seulement des *propriétés physiques* (à travers la mobilisation de différentes pratiques et technologies matérielles de frontiérisation), mais entretiennent aussi une *métaphysique* précise. La métaphysique des frontières joue un rôle central dans la concrétisation de la politique (comme élément du rapport global du travail et du capital). La politique est ainsi rendue particulière en fonction d'histoires distinctes de lutte dans des lieux spécifiques. Mais la *forme* dominante généralisée pour ce rapport politique mondial implique une universalisation ainsi qu'une normalisation de la forme étatique « nationale ». La forme « nationale » (définie et délimitée territorialement) de l'État est ainsi devenue le cadre standard de la « politique » dans un ordre mondial nationaliste. Pour le dire simplement, les frontières réaffirment constamment l'image idéologique d'un mode composé de « nations » et d'États « nationaux », auxquels tout territoire — et, ce qui est important, toutes les personnes — doit toujours et exclusivement correspondre. Cette métaphysique des frontières joue un rôle à une échelle véritablement mondiale. En effet, on peut se rappeler ici de la description mémorable de Hannah Arendt (après la Deuxième Guerre mondiale) de « la nouvelle situation politique mondiale » en tant qu'« humanité complètement organisée » ressemblant à un « labyrinthe de barbelés »[48]. Les frontières, telles que nous les connaissons, ne se contentent pas de marquer les limites extérieures officielles du territoire de l'État et d'instituer la division entre un espace de pouvoir souverain et un autre, mais subdivisent aussi la planète dans son ensemble. Ce faisant, les frontières subdivisent aussi l'humanité dans son ensemble[49]. Par conséquent, dans un monde où les travailleurs n'ont réellement pas de patrie, ils apparaissent néanmoins comme étant avant tout les « ressortissants » (ou « citoyens ») d'un État ou d'un autre.

Les frontières traversent tout un chacun, y compris ceux qui ne franchissent jamais les frontières. Ainsi, en tant que socialistes, nous devons affronter ce problème fondamental : deviendrons-nous finalement les complices (sciemment ou non) de la police des frontières, même si ce n'est qu'en adoptant de façon a-critique le point de vue nationaliste de l'État qui suppose d'agir en tant que pouvoir souverain derrière tout régime frontalier donné ? Ou, comme alternative, en tant que véritables internationalistes, allons-nous prendre position consciencieusement du côté de notre propre liberté fondamentale de mouvement et rejeter toutes les frontières d'États (nations) et lutter expressément pour la reconfiguration fondamentale du rapport entre l'espèce humaine et l'espace de la planète ?

Traduit de l'anglais par Sophie Coudray.

Cet article a originellement été publié en avril 2016 dans la revue *International Socialism*.

Bibliographie

Agier, Michel, 2011, *Managing the Undesirables: Refugee Camps and Humanitarian Government* (Polity).

Andersson, Ruben, 2014, *Illegality, Inc: Clandestine Migration and the Business of Bordering Europe* (University of California).

Arendt, Hannah, 1968 [1951], *The Origins of Totalitarianism* (Harvest/Harcourt).

Ataç, Ilker, Stefanie Kron, Sarah Schilliger, Helge Schwiertz, and Maurice Stierl, 2015, “Struggles of Migration as In-/Visible Politics”, *Movements: Journal für kritische Migrations und Grenzregimeforschung*, http://movements-journal.org/issues/02.kaempfe/01.ataç,kron,schilliger,schwiertz,stierl–einleitung~en.html

Balibar, Étienne, 1991a, “Es Gibt Keinen Staat in Europa: Racism and Politics in Europe Today”, *New Left Review*, I/186, http://newleftreview.org/I/186/etienne-balibar-es-gibt-keinen-staat-in-europa-racism-and-politics-in-europe-today

Balibar, Étienne, 1991b, “Is There a ‘Neo-Racism’?” in Étienne Balibar and Immanuel Wallerstein (eds), *Race, Nation, Class: Ambiguous Identities* (Verso).

Balibar, Étienne, 1991c, “Racism and Crisis”, in Étienne Balibar and Immanuel Wallerstein (eds), *Race, Nation, Class: Ambiguous Identities* (Verso).

Balibar, Étienne, 2002 [1993], “The Borders of Europe”, in Étienne Balibar, *Politics and the Other Scene* (Verso).

Balibar, Étienne, 2004a [1999], “At the Borders of Europe”, in Étienne Balibar, *We, the People of Europe? Reflections on Transnational Citizenship* (Princeton University Press).

Balibar, Étienne, 2004b [1999], “Droit de Cité or Apartheid ?” in Étienne Balibar, *We, the People of Europe? Reflections on Transnational Citizenship* (Princeton University Press).

Bialasiewicz, Luiza, 2012, “Off-shoring and Out-sourcing the Borders of EUrope: Libya and EU Border Work in the Mediterranean”, *Geopolitics*, volume 17, issue 4.

Bojadžijev, Manuela, and Serhat Karakayali, 2010, “Recuperating the Sideshows of Capitalism: The Autonomy of Migration Today”, *e-flux*, number 17, www.e-flux.com/journal/recuperating-the-sideshows-of-capitalism-the-autonomy-of-migration-today/

Campbell, Scott, 2015, “Calais Jungle Migrant Camp ‘Set on Fire’ after Hundreds Killed in Terror Attacks”, *Express* (14 November), www.express.co.uk/news/world/619361/Calais-Jungle-migrant-camp-fire-Paris-terror-attacks

Casas-Cortes, Maribel, Sebastián Cobarrubias, and John Pickles, 2011, “Stretching Borders Beyond Sovereign Territories? Mapping EU and Spain’s Border Externalisation Policies”, *Geopolitica(s)*, volume 2, issue 1.

De Genova, Nicholas, 2002, “Migrant ‘Illegality’ and Deportability in Everyday Life”, *Annual Review of Anthropology*, volume 31.

De Genova, Nicholas, 2005, *Working the Boundaries: Race, Space, and “Illegality” in Mexican Chicago* (Duke University Press).

De Genova, Nicholas, 2007, “The Production of Culprits: From Deportability to Detainability in the Aftermath of ‘Homeland Security’”, *Citizenship Studies*, volume 11, issue 5.

De Genova, Nicholas, 2010a, “Antiterrorism, Race, and the New Frontier: American Exceptionalism, Imperial Multiculturalism, and the Global Security State”, *Identities*, volume 17, issue 6.

De Genova, Nicholas, 2010b, “The Deportation Regime: Sovereignty, Space, and the Freedom of Movement: Theoretical Overview”, in Nicholas De Genova and Nathalie Peutz (eds), *The Deportation Regime: Sovereignty, Space, and the Freedom of Movement* (Duke University Press).

De Genova, Nicholas, 2010c, “Migration and Race in Europe: The Trans-Atlantic Metastases of a Post-Colonial Cancer”, *European Journal of Social Theory*, volume 13, issue 3.

De Genova, Nicholas, 2010d, “The Queer Politics of Migration: Reflections on ‘Illegality’ and Incorrigibility”, *Studies in Social Justice*, volume 4, number 2.

De Genova, Nicholas, 2011, “Spectacle of Security, Spectacle of Terror”, in Shelley Feldman, Charles Geisler, and Gayatri Menon (eds), *Accumulating Insecurity: Violence and Dispossession in the Making of Everyday Life* (University of Georgia Press).

De Genova, Nicholas, 2013, “Spectacles of Migrant ‘Illegality’: The Scene of Exclusion, the Obscene of Inclusion”, *Ethnic and Racial Studies*, volume 36, issue 7.

De Genova, Nicholas, 2015a, “Extremities and Regularities: Regulatory Regimes and the Spectacle of Immigration Enforcement”, in Yolande Jansen, Robin Celikates, and Joost de Bloois (eds), *The Irregularisation of Migration in Contemporary Europe: Detention, Deportation, Drowning* (Rowman & Littlefield).

De Genova, Nicholas, 2015b, “In the Land of the Setting Sun: Reflections on ‘Islamisation’ and ‘Patriotic Europeanism’”, *Movements: Journal für kritische Migrations und Grenzregimeforschung*, http://movements-journal.org/issues/02.kaempfe/15.de-genova–pegida-islamisation-patriotic-europeanism.html

De Genova, Nicholas, 2016a, “The ‘European’ Question: Migration, Race, and Post-Coloniality in ‘Europe’”, in Anna Amelina, Kenneth Horvath and Bruno Meeus (eds), *An Anthology of Migration and Social Transformation: European Perspectives* (Springer).

De Genova, Nicholas, 2016b (forthcoming), “The Whiteness of Innocence: *Charlie Hebdo* and the Metaphysics of Antiterrorism in Europe”, in Gavan Titley, Des Freedman, Gholam Khiabany and Aurélien Mondon (eds), Suis-je Charlie? Politics and Media after the Paris

Attacks (Zed Books).

De Genova, Nicholas, and Martina Tazzioli, 2015, “Interview with Nicholas De Genova by Martina Tazzioli: The ‘European’ Question after *Charlie Hebdo”*, *Darkmatter*, number 12, www.darkmatter101.org/site/category/issues/12-border-struggles

De Genova, Nicholas, and Martina Tazzioli (eds), 2016, “Europe/Crisis: New Keywords of ‘the Crisis’ in and of ‘Europe’”, Near Futures Online (Zone Books), http://nearfuturesonline.org/europecrisis-new-keywords-of-crisis-in-and-of-europe/

Doppler, Lisa, 2015, “‘A Feeling of Doing the Right Thing’: Forming a Successful Alliance against Dublin-Deportations”, *Movements: Journal für kritische Migrations und Grenzregimeforschung*, http://movements-journal.org/issues/02.kaempfe/12.doppler–successful-alliance-against-dublin-deportations.html

Dzenovska, Dace, 2013, “The Great Departure: Rethinking National(ist) Common Sense”, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, volume 39, issue 2.

Elgot, Jessica, and Matthew Taylor, 2015, “Calais Crisis: Cameron Condemned for ‘Dehumanising’ Description of Migrants”, *Guardian* (30 July), www.theguardian.com/uk-news/2015/jul/30/david-cameron-migrant-swarm-language-condemned

Fekete, Liz, 2014, “Europe against the Roma”, *Race & Class*, volume 55, number 3.

Fox, Jon E, 2013, “The Uses of Racism: Whitewashing New Europeans in the UK”, *Ethnic and Racial Studies*, volume 36, issue 11.

Garelli, Glenda, and Martina Tazzioli, 2013, “Arab Springs Making Space: Territoriality and Moral Geographies for Asylum Seekers in Italy”, *Environment and Planning D: Society and Space*, volume 31, number 6.

Garelli, Glenda, and Martina Tazzioli, 2016 (forthcoming), “The EU Humanitarian War against Migrant Smugglers at Sea”, *Antipode*.

Garelli Glenda, Federica Sossi, and Martina Tazzioli (eds), 2013, *Spaces in Migration: Postcards of a Revolution* (Pavement Books).

Goldberg, David Theo, 2006, “Racial Europeanization”, *Ethnic and Racial Studies*, volume 29, issue 2.

Gregory, Derek, 2004, *The Colonial Present: Afghanistan, Palestine, Iraq* (Blackwell).

Grill, Jan, 2012, “‘It’s Building up to Something and It Won’t Be Nice When it Erupts’: Making of Roma Migrants in a ‘Multicultural’ Scottish Neighborhood”, *Focaal*, volume 62.

Hartocollis, Anemona, 2015, “Traveling in Europe’s River of Migrants”, *New York Times*, www.nytimes.com/interactive/projects/cp/reporters-notebook/migrants/syrian-migrants-in-austria

Hepworth, Katherine, 2012, “Abject Citizens: Italian ‘Nomad Emergencies’ and the Deportability of Romanian Roma”, *Citizenship Studies*, volume 16, issue 3-4.

Hepworth, Katherine, 2015, *At the Edges of Citizenship: Security and the Constitution of Non-citizen Subjects* (Ashgate).

Kanter, James, and Andrew Higgins, 2015, “EU Offers Turkey 3 Billion Euros to Stem Migrant Flow”, *New York Times* (29 November), www.nytimes.com/2015/11/30/world/europe/eu-offers-turkey-3-billion-euros-to-stem-migrant-flow.html

Karakayali, Serhat and Enrica Rigo, 2010, “Mapping the European Space of Circulation”, in Nicholas De Genova and Nathalie Peutz (eds), *The Deportation Regime: Sovereignty, Space, and the Freedom of Movement* (Duke).

Kasparek, Bernd and Marc Speer, 2015, “Of Hope: Hungary and the Long Summer of Migration”, bordermonitoring.eu (9 September), http://bordermonitoring.eu/ungarn/2015/09/of-hope-en/

Kearney, Michael, 2004, “The Classifying and Value-Filtering Missions of Borders”, *Anthropological Theory*, volume 4, number 2.

Lefebvre, Henri, 1991 [1974], *The Production of Space* (Blackwell).

Lyman, Rick, 2015, “Regulating Flow of Refugees Gains Urgency in Greece and Rest of Europe”, *New York Times* (25 November), www.nytimes.com/2015/11/26/world/europe/regulating-flow-of-refugees-gains-urgency-in-greece-and-rest-of-europe.html

Mezzadra, Sandro, 2006, “Citizen and Subject: A Postcolonial Constitution for the European Union?” *Situations*, volume 1, number 2.

Mezzadra, Sandro, 2011, “The Gaze of Autonomy: Capitalism, Migration, and Social Struggles”, in Vicki Squire (ed), *The Contested Politics of Mobility: Borderzones and Irregularity* (Routledge).

Mezzadra, Sandro, and Brett Neilson, 2013, *Border as Method, or, the Multiplication of Labour* (Duke University Press).

Millner, Naomi, 2011, “From ‘Refugee’ to ‘Migrant’ in Calais Solidarity Activism: Re-Staging Undocumented Migration for a Future Politics of Asylum”, *Political Geography*, volume 30, issue 6.

Mitropoulos, Angela, 2006, “Autonomy, Recognition, Movement”, *The Commoner*, number 11.

Moulier Boutang, Yann, 1998, *De l’esclavage au salariat. Economie historique du salariat bridé* (Presses Universitaires de France).

Moulier Boutang, Yann, and Stany Grelet, 2001, “The Art of Flight: An Interview with Yann Moulier Boutang”, *Rethinking Marxism*, volume 13, issue 3-4.

Papadopoulos, Dimitris, Niamh Stephenson, and Vassilis Tsianos, 2008, *Escape Routes: Control and Subversion in the 21st Century* (Pluto).

Reinisch, Jessica, 2015, “‘Forever Temporary’: Migrants in Calais, Then and Now”, *Political*

Quarterly, volume 86, issue 4.

Rigby, Joe, and Raphael Schlembach, 2013, “Impossible Protest: Noborders in Calais”, *Citizenship Studies*, volume 17, issue 2.

Stierl, Maurice, 2015, “The WatchTheMed Alarm Phone: A Disobedient Border-Intervention”, *Movements: Journal für kritische Migrations und Grenzregimeforschung*, http://movements-journal.org/issues/02.kaempfe/13.stierl–watchthemed-alarmphone.html

Tazzioli, Martina, 2013, “Migration (in) Crisis and ‘People Who Are Not of Our Concern’”, in Glenda Garelli, Federica Sossi, and Martina Tazzioli (eds), *Spaces in Migration: Postcards of a Revolution* (Pavement Books).

Tazzioli, Martina, 2014, *Spaces of Governmentality: Autonomous Migration and the Arab Uprisings* (Rowman and Littlefield).

Tazzioli, Martina, 2015a, “The Desultory Politics of Mobility and the Humanitarian-Military Border in the Mediterranean: Mare Nostrum Beyond the Sea”, *REMHU: Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana*, volume 23, number 44.

Tazzioli, Martina, 2015b, “Which Europe? Migrants’ Uneven Geographies and Counter-Mapping at the Limits of Representation”, *Movements: Journal für kritische Migrations und Grenzregimeforschung*, http://movements-journal.org/issues/02.kaempfe/04.tazzioli–europe-migrants-geographies-counter-mapping-representation.html

Traynor, Ian, 2015a, “Migrant Crisis: EU Plan to Strike Libya Networks Could Include Ground Forces”, *Guardian* (13 May), www.theguardian.com/world/2015/may/13/migrant-crisis-eu-plan-to-strike-libya-networks-could-include-ground-forces

Traynor, Ian, 2015b, “Migration Crisis: Hungary PM says Europe in Grip of Madness”, *Guardian* (3 September), www.theguardian.com/world/2015/sep/03/migration-crisis-hungary-pm-victor-orban-europe-response-madness

Tsianos, Vassilis, and Serhat Karakayali, 2010, “Transnational Migration and the Emergence of the European Border Regime: An Ethnographic Analysis”, *European Journal of Social Theory*, volume 13, number 3.

van Baar, Huub, 2011, “Europe’s Romaphobia: Problematisation, Securitisation, Nomadisation”, *Environment and Planning D: Society and Space*, volume 29, number 2.

van Houtum, Henk, 2010, “Human Blacklisting: The Global Apartheid of the EU’s External Border Regime”, *Environment and Planning D: Society and Space*, volume 28, number 6.

van Houtum, Henk, and Roos Pijpers, 2007, “The European Union as a Gated Community: The Two-faced Border and Immigration Regime of the EU”, *Antipode*, volume 39, issue 2.

Walters, William, 2009 “Europe’s Borders”, in Chris Rumford (ed), *Sage Handbook of European Studies* (Sage).

Walters, William, 2011, “Foucault and Frontiers: Notes on the Birth of the Humanitarian

Border", in Ulrich Bröckling, Susanne Krasmann, and Thomas Lemke (eds), *Governmentality: Current Issues and Future Challenges* (Routledge).

Notes

[1]Cet article a bénéficié des commentaires critiques et des suggestions judicieuses de Ruben Andersson, Glenda Garelli, Fiorenza Picozza, Maurice Stierl et Martina Tazzioli, qui ont tous réagi à une version antérieure. Par ailleurs, ce texte a été inspiré par le dialogue et le débat au sein du réseau de recherche sur « La question "européenne" : perspectives postcoloniales sur la migration, la nation et la race. » Je suis également reconnaissant envers tous ceux qui ont partagé avec moi leurs réflexions et critiques au cours de diverses présentations publiques, en particulier Alex Callinicos, Charles Heller, Sandi Hilal, Stathis Kouvelakis, Simon Parker, Alessandro Petti, Lucia Pradella et Eyal Weizman.

[2]De Genova et Tazzioli, 2016.

[3]De Genova, 2013.

[4]La base de données la plus complète documentant les décès des migrants et réfugiés au cours de tentatives pour traverser les frontières de l'Europe est « The Migrants' Files », un projet de données coordonné par Journalism++, qui estime à plus de 30 000 le nombre total de morts aux frontières de l'Europe depuis l'année 2000.

[5]Andersson, 2014.

[6]Ataç et al., 2015 ; De Genova, 2015b.

[7]Voir www.unhcr.org/5538d9079.html

[8]Garelli et Tazzioli, 2016, et Traynor, 2015a.

[9]Pour plusieurs contributions à la critique du discours de « l'esclavage », voir www.opendemocracy.net/beyondslavery.

[10]Garelli et Tazzioli, 2016 ; Tazzioli, 2014 ; 2015a ; voir aussi Agier, 2011 ; Walters, 2011.

[11]Garelli et Tazzioli, 2013 ; Tazzioli, 2013 et 2014.

[12]De Genova, 2013 et 2016a.

[13]De Genova et Tazzioli, 2016.

[14]Millner, 2011; Reinisch, 2015 ; Rigby et Schlembach, 2013 ; Tazzioli, 2015b.

[15]Elgot et Taylor, 2015.

[16]L'accord de Schengen avait établi un espace européen libre de tout contrôle aux frontières ou de vérification des passeports pour les citoyens des 26 pays signataires. L'accord de Schengen est antérieur à l'Union européenne, mais a été intégré dans le Traité d'Amsterdam de l'UE en 1997, qui fournit la possibilité aux États membres de se retirer. L'espace Schengen inclut 22 des 28 États membres de l'UE, ainsi que quatre pays

supplémentaires, qui ne sont pas membres de l'UE.

[17]Pour de plus amples réflexions sur la métaphysique de l'anti-terrorisme et la montée d'un racisme spécifiquement anti-musulman dans le contexte de la production des discours sur une « menace musulmane », voir De Genova, 2007, 2010a et c, 2011 et 2015b ; pour une étude de la fusillade de *Charlie Hebdo* à Paris en janvier 2015, voir De Genova, 2016b et De Genova et Tazzioli, 2015.

[18]Campbell, 2015.

[19]Lyman, 2015.

[20]De Genova, 2013.

[21]Pour des contributions à l'élaboration du concept critique d'« autonomie des migrations », voir Mezzadra, 2011 ; Mezzadra et Neilson, 2013 ; Moulier Boutang, 1998 ; Moulier Boutang et Grelet, 2001. Voir aussi Bojadžijev et Karakayali, 2010 ; De Genova, 2010d ; Karakayali et Rigo, 2010 ; Mitropoulos, 2006 ; Papadopoulos, Stephenson et Tsianos, 2008 ; Tsianos et Karakayali, 2010.

[22]Hartocollis, 2015. Voir aussi Kasparek et Speer, 2015.

[23]Traynor, 2015b.

[24]Ataç et al., 2015. Sur la question plus large de l'externalisation des frontières de l'UE, voir Andersson, 2014 ; Bialasiewicz, 2012 ; Casas-Cortes, Cobarrubias et Pickles, 2011 ; Tsianos et Karakayali, 2010 ; Walters, 2009.

[25]Kasparek et Speer, 2015. Par la suite, c'est en effet la chancelière allemande, Angela Merkel, qui a relancé les négociations entre l'UE et la Turquie, visant à rétribuer la Turquie à hauteur d'au moins 3 milliards d'euros en échange d'une extension de son rôle dans le contrôle des frontières extérieures de l'UE et de l'endiguement plus efficace de plus de deux millions de Syriens et d'autres réfugiés ou migrants. Comme l'a dit Merkel, de telles mesures allaient aider à « garder les gens dans la région », ce qui signifie, les garder en dehors de l'Europe. De plus, l'UE a ré-ouvert des négociations bloquées concernant une extension des facilités de transport sans visa pour les citoyens turques (éligibles), de même que la question plus vaste de l'admission potentielles de la Turquie à l'UE — Kanter et Higgins, 2015.

[26]Ataç et al., 2015 ; Doppler, 2015 ; Kasparek et Speer. 2015 ; Stierl, 2015.

[27]Voir Ataç et al., 2015 ; Garelli et Tazzioli, 2013 ; Karakayali et Rigo, 2010 ; Kasparek et Speer, 2015 ; Tazzioli, 2015b.

[28]De Genova, 2016a; Garelli et Tazzioli, 2013; Garelli, Sossi, et Tazzioli, 2013; Mezzadra, 2006; Tazzioli, 2015b.

[29]Gregory, 2004. Voir De Genova, 2010a.

[30]De Genova, 2010c et 2016a ; voir aussi van Houtum, 2010 ; ainsi que van Houtum et Pijpers, 2007.

[31]Dzenovska, 2013.

[32]En effet, le 18 novembre 2015, les États membres de l'UE que sont la Slovénie et la Croatie, suivis par la Serbie et la Macédoine, pays non-UE, ont brutalement fermé leurs frontières à tous potentiels « demandeurs d'asile » ne pouvant fournir des pièces d'identité confirmant qu'ils venaient de Syrie, d'Irak ou d'Afghanistan — discriminant, dans les faits, les réfugiés en fonction de leur origine nationale.

[33]Fox, 2013 ; Grill, 2012 ; Hepworth, 2012.

[34]Fekete, 2014 ; Hepworth, 2015 ; van Baar, 2011.

[35]De Genova, 2016a ; De Genova et Tazzioli, 2015.

[36]De Genova, 2015a ; voir aussi De Genova, 2002 et 2010b.

[37]Balibar, 1991a, b et c, 1992, et 2004b ; De Genova, 2010c ; 2016a et b ; Goldberg, 2006.

[38]Ataç et al., 2015 ; Balibar, 1991a,b et c, 2002, 2004a et b ; De Genova, 2016a; Karakayali et Rigo, 2010 ; Mezzadra, 2006 ; Tazzioli, 2015b ; Walters, 2009.

[39]De Genova, 2016a.

[40]Voir, dans l'ensemble, Lefebvre, 1991.

[41]De Genova, 2011.

[42]Kearney, 2004.

[43]De Genova, 2013 ; voir aussi De Genova, 2002, et 2005, p. 242-249.

[44]De Genova, 2015a.

[45]De Genova, 2002, p. 439., et 2005, p. 234.

[46]De Genova, 2010b et c.

[47]De Genova, 2013.

[48]Arendt, 1968, p. 297, 292.

[49]De Genova, 2010b.